ÉTUDES DE L'IFRI

CENTRE RUSSIE/NEI

RUSSIE.NEI.REPORTS

n° 38

JUILLET 2022

Cercles dirigeants russes

Infaillible loyauté au système Poutine ?

Régis GENTÉ

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0571-8

© Tous droits réservés, Ifri, 2022

Couverture (de g. à dr.) : Le président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine, le président de la Douma d'État de Russie Viatcheslav Volodine et le procureur général de Russie Yuri Chaika © Free Wind 2014/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Régis Genté, « Cercles dirigeants russes : infaillible loyauté au système Poutine ? », *Russie.NEI.Reports*, n° 38, Ifri, juillet 2022.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Russie.NEI.Reports

Russie.NEI.Reports est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigées par des experts reconnus, ces études *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Auteur

Régis Genté est journaliste et spécialiste de l'ancien espace soviétique depuis 2002, basé à Tbilissi (Géorgie). Il couvre depuis vingt ans l'actualité des pays issus de l'URSS pour Radio France Internationale (RFI), France 24, *Le Figaro*, Radio France et le *Bulletin de l'industrie pétrolière* (BIP), entre autres. Il est l'auteur de quatre livres, dont *Volodymyr Zelensky – Dans la tête d'un héros* (2022) et *Poutine et le Caucase* (2014). En tant qu'expert/consultant, il réalise des analyses politiques et géopolitiques pour des *think tanks* et des cabinets d'intelligence économique sur des problématiques liées aux élites dirigeantes, au secteur des hydrocarbures, aux conflits qui affectent la région et aux questions de politique intérieure en Russie, en Ukraine, ainsi que dans les pays d'Asie centrale et du Caucase.

Résumé

En dépit des sanctions inédites décrétées contre la Russie à la suite de la décision de Vladimir Poutine d'envahir l'Ukraine le 24 février 2022, aucun membre important des cercles dirigeants russes n'a fait défection. Les milieux économiques affichent la même loyauté. Personne n'a même véritablement émis des critiques publiques contre cette décision, alors que nombreux sont ceux qui, selon des fuites dans la presse russe et diverses sources, la jugent en privé catastrophique pour l'avenir du pays. Ce silence s'explique en particulier par le caractère autoritaire du système politique façonné par le président russe. La puissance et la résilience du système poutinien tiennent notamment à sa nature kleptocratique et à son caractère « inclusif » : divers cercles, parfois concurrents, y sont intégrés et y prospèrent, tant qu'ils contribuent à sa perpétuation. Les structures de force et une partie des hauts fonctionnaires russes jouent un rôle clé dans le fonctionnement de ce système, en veillant à ce que chaque membre respecte les règles fixées par le président et serve un régime organisé autour des valeurs de la puissance de l'État, du patriotisme et du conservatisme. Mais le cours de plus en plus conservateur de la politique conduite par Vladimir Poutine, qui se cristallise aujourd'hui dans la guerre en Ukraine et l'aggravation de la confrontation avec l'Occident, complique les relations au sein des élites dirigeantes, par-delà le clivage traditionnel entre conservateurs et libéraux.

Sommaire

INTRODUCTION **5**

UNE ÉLITE DIRIGEANTE FAÇONNÉE PAR POUTINE AU FIL DES ANS .. **7**

- **Un groupe stable** **7**
- **La colonne vertébrale des *Piterski*** **8**
- **Les *siloviki* au cœur du système** **9**
- **Les ex-oligarques restent dans le jeu** **10**
- **Montée en puissance des *civiliki*** **11**

UN « POUTINE COLLECTIF » ? **13**

UN SYSTÈME INCLUSIF **16**

UNE LOGIQUE ENTREPRENEURIALE **20**

VERS DES DISSENSIONS ? **23**

CONCLUSION **27**

ANNEXE **28**

Introduction

En décidant de déclencher la guerre contre l'Ukraine, le chef de l'État russe a entraîné son pays dans une voie très incertaine et son régime vers des risques potentiellement existentiels. En représailles, les puissances occidentales, que Moscou appelle « l'Occident collectif », ont décidé d'imposer à la Russie des sanctions d'une ampleur inédite. Un des effets attendus est d'inciter les cercles dirigeants russes – dont certains membres ont un accès direct au président – à convaincre ou à forcer Vladimir Poutine à renoncer à son entreprise guerrière, ou, à défaut, à modérer les objectifs.

À cet égard, des experts, des diplomates ou des représentants des milieux d'affaires occidentaux ont très vite affirmé que ces sanctions ont échoué, soulignant que les élites restent solidaires du régime de Vladimir Poutine. Un mois après le début de la guerre, la politiste Tatiana Stanovaïa notait qu'il « n'y a pas eu de signe de scission » au sein de la classe dirigeante russe[1]. Cependant, il est encore trop tôt pour émettre des jugements définitifs : non seulement l'économie russe subira d'importants effets à moyen et long termes dont il est difficile de mesurer l'impact sur les décisions du Kremlin dans les années à venir[2], mais il est en outre difficile de savoir avec certitude si elles ont permis d'infléchir les actions envisagées ou prises par Moscou depuis le début de la guerre.

Si les « élites » russes n'ont pas cédé à cette pression, elles sont traversées par des dissensions, voire des oppositions d'intérêts et de visions quant à l'avenir de la Russie. Par « élites », nous désignons ici les cercles dirigeants russes, c'est-à-dire les divers groupes, souvent informels, qui participent au fonctionnement, à la perpétuation et au développement du pouvoir suprême dans le pays et/ou l'influencent. La question est d'autant plus importante que, comme l'a démontré le politiste Milan Svolik, 70 % des régimes autoritaires se sont effondrés à la suite de conflits intra-élitaires dans la seconde moitié du XXe siècle[3].

---

1. S. Williams, « L'élite russe fidèle à Poutine malgré le tollé à l'international », AFP, 22 mars 2022, disponible sur : www.ledevoir.com.
2. Selon un des ouvrages de référence sur les sanctions internationales (G. C. Hufbauer, J. Schott, K. A. Elliott et B. Oegg, *Economic Sanctions Reconsidered – 3rd Edition*, The Peterson Institute for International Economics, 2009) qui a analysé 204 exemples, celles-ci ne sont efficaces que dans un tiers des cas. Les plus efficaces sont celles : 1) dont l'objectif est modeste et très ciblé ; 2) qui frappent vite et fort un adversaire beaucoup plus faible ; 3) qui sont mises en œuvre par une coalition unie et qui a peu à y perdre.
3. M. Svolik, *The Politics of Authoritarian Rule*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

Dès les premiers jours de l'invasion russe sont apparus des indices et informations crédibles qui faisaient état de l'opposition d'une partie de ces « élites » à cette guerre, tant chez les hommes d'affaires que dans les rangs de l'armée ou des services de sécurité[4]. Mais le système Poutine est résilient : malgré l'opposition d'une partie des élites russes à ce conflit, et en dépit des sombres perspectives dont il est porteur, elles semblent rester, pour l'instant, fidèles au maître du Kremlin[5].

Quelles sont les raisons d'une telle solidité du système poutinien ? C'est à cette question que cette note s'efforcera d'apporter des éléments de réponse, en proposant au passage une « photographie » des cercles dirigeants russes actuels. Les informations et analyses globales fiables sur les modes de fonctionnement desdites « élites » sont assez rares. Les analyses développées dans cette note se fondent sur des enquêtes journalistiques, des documents judiciaires ainsi que des témoignages.

Ces sources seront complétées par des entretiens réalisés avec une dizaine de consultants politiques russes[6], travaillant pour divers centres et structures du Kremlin, ou gravitant autour de celui-ci (partis politiques, pouvoirs locaux, etc.). Le dialogue nourri avec ces différents acteurs depuis plus de cinq ans a notamment visé à répondre aux questions suivantes : Comment fonctionne le système de Vladimir Poutine ? D'où vient sa solidité ? Quels sont les facteurs de division qui le travaillent[7] ?

4. A. Pertsev, « "Almost nobody is happy with Putin" Meduza's sources say a new wave of pessimism in the Kremlin has Russia's hawks demanding more brutality in Ukraine while others scout for presidential successors », *Meduza*, 24 mai 2022, disponible sur : https://meduza.io.

5. La défection la plus notable est celle d'Anatoli Tchoubaïs, qui a quitté le territoire russe après avoir démissionné le 23 mars 2022 de son poste de représentant spécial du président auprès des organisations internationales. Tchoubaïs a été l'un des grands artisans des réformes d'inspiration libérale des années 1990. En perte d'influence depuis une vingtaine d'années, il demeurait une personnalité écoutée et sollicitée par le Kremlin, notamment pour ses liens avec les cercles du parti démocrate américain.

6. Peu de ces consultants politiques souhaitaient être nommément cités dans nos articles, *a fortiori* depuis le commencement de la guerre en Ukraine, le 24 février 2022.

7. Ce travail a été mené avec la collaboration de Rodolphe Grenier, qui a effectué des recherches sur quelques membres éminents des cercles dirigeants russes.

Une élite dirigeante façonnée par Poutine au fil des ans

Les cercles dirigeants actuels de la Russie ont été façonnés par Vladimir Poutine depuis plus de vingt ans, au point que chacun des membres de ces cercles ne semble y devoir sa place qu'à la volonté du président. Les oligarques « hérités » de l'ère Eltsine, les gouverneurs régionaux et les dirigeants des médias publics ont progressivement été mis au pas par Vladimir Poutine. Dès juin 2000, il s'attaque aux milliardaires Boris Berezovski et Vladimir Goussinski, deux propriétaires d'influentes chaînes de télévision qui seront poussés à quitter la Russie.

À ces départs fait suite, en 2003, l'affaire Mikhaïl Khodorkovski, qui constitue un cas d'école de la gestion poutinienne des élites économiques dirigeantes. L'emprisonnement de ce magnat du pétrole et le démantèlement de son groupe Ioukos posent les bases de la consolidation politique et institutionnelle du système Poutine. Elle ouvre une ère de dirigisme économique présentée comme le retour de l'État, après l'ère de sa capture par les oligarques. Mais, de fait, ce processus cache la captation des ressources du pays par des proches du président qui mélangent l'intérêt de l'État avec celui du régime personnel de Vladimir Poutine, voire avec leurs propres intérêts.

Un groupe stable

Après la prise en main de ces « élites » (années 2000), puis leur consolidation avec l'ascension et le renforcement des positions des anciens compagnons de route du président (années 2010), le régime s'est trouvé en « état d'équilibre », au point que le politiste russe Vladimir Guelman déclare en 2020 qu'« il n'y a pas de facteurs sérieux, du moins politiques internes, qui puissent le changer qualitativement dans un avenir prévisible[8] ».

Nous pouvons tenter de mesurer cet état d'équilibre à l'aune des classements russes annuels des acteurs les plus influents du pays. Si la méthodologie de leur établissement peut être contestée du fait de leurs inévitables choix méthodologiques et de certaines interventions de

8. « "Avtoritarnye režimy rušatsâ iz-za vnutrennih konfliktov, a ne iz-za protestnyh vystuplenij" Politolog Vladimir Gel'man » [« Les régimes autoritaires s'effondrent à cause des conflits internes, pas à cause des protestations ». Entretien avec Vladimir Guelman], *Meduza*, 5 janvier 2020, disponible sur : https://meduza.io.

personnalités ou groupes qui se servent de ces classements pour pousser leurs pions, ils permettent toutefois de donner une idée de la composition de l'élite dirigeante russe. Nous nous appuierons ici sur deux classements, dans leur édition 2021 (avant la guerre d'Ukraine) : le « Top 100 » des hommes politiques les plus influents du journal *Nezavissimaïa Gazeta*[9] et « L'indice de pouvoir » de *l'Index-Davydov*[10]. Nous avons aussi élaboré un « Top 100 combiné » en fusionnant ces deux classements[11], que nous utiliserons plus bas.

Ces classements tendent à confirmer la stabilité de la composition de l'élite dirigeante russe depuis plusieurs années. Le « Top 100 » de 2005 de *Nezavissimaïa Gazeta* comprenait déjà 38 personnalités que nous retrouvons dans le « Top 100 » de 2021, 58 dans celui de 2010. Cela est d'autant plus vrai si l'on regarde le haut du classement : 14 membres du « Top 20 » de 2021 faisaient déjà partie du « Top 100 » en 2010. On peut donc constater une relative stabilité des élites russes sous Vladimir Poutine.

La colonne vertébrale des *Piterski*

Les consultants politiques à qui nous avons demandé de décrire l'élite dirigeante russe mentionnent trois groupes selon le « moment » de leur entrée dans le giron de Vladimir Poutine :

- Les compagnons de l'avant-accession à la présidence (27, selon notre « Top 100 combiné »). Ce sont : soit des *Piterski* (« Pétersbourgeois »), à savoir les compagnons de route que Vladimir Poutine a rencontrés dans sa ville natale, et avec qui il a travaillé et forgé des relations de confiance au tournant des années 1990 (Dmitri Medvedev, Dmitri Kozak, Alexeï Koudrine, Igor Setchine, Iouri Kovaltchouk, Guennadi Timtchenko, etc.) ; soit des « vieux » compagnons de route issus du KGB, rencontrés pendant les études (Sergueï Narychkine), en service à Saint-Pétersbourg (Alexandre Bortnikov, Alexandre Bastrykine ou Sergueï Ivanov) ou à Dresde dans les années 1980 (Nikolaï Tokarev et Sergueï Tchemezov).
- Les oligarques et autres personnalités « hérités » de l'ère Eltsine (9), comme Roman Abramovitch, Vladimir Potanine, Oleg Deripaska ou Mikhaïl Fridman.
- Ceux qui ont rejoint dans les années 2000 les rangs du régime (64), comme le président de la Douma d'État Viatcheslav Volodine ou le maire de Moscou Sergueï Sobianine.

9. « 100 vedûsih politikov Rossii v 2020 godu » [Top 100 des politiciens russes en 2020], *Nezavissimaïa Gazeta*, 11 janvier 2021, disponible sur : www.ng.ru.
10. « Indeks vlasti. Apdejt za sentâbr' 2021 » [Index du pouvoir. Version actualisée de septembre 2021], *Index Davydov*, 24 septembre 2021, disponible sur : https://davydov.in.
11. Cf. le tableau produit en annexe, p. 28-32.

Le politiste russe Dmitri Gorenbourg note que « la plupart des élites politiques sont originaires de la bureaucratie gouvernementale de Moscou ou de Saint-Pétersbourg ou sont parvenues à leurs postes d'influence par le biais de liens personnels [professionnels] avec Vladimir Poutine[12] ». Le cœur du capital politique des *Piterski* et des « vieux » compagnons de route de Vladimir Poutine est leur lien privilégié avec le chef de l'État, avec lequel ils ont encore parfois gardé un accès direct.

Si les compagnons de la première heure ne sont « que » 27 selon le classement combiné, ils occupent cependant des postes très importants : Dmitri Medvedev a été chef de l'État et Premier ministre ; certains sont à la tête des principales structures de force (Alexandre Bortnikov au FSB, Alexandre Bastrykine au Comité d'Enquête, Sergueï Narychkine au SVR, le service des Renseignements extérieurs) ou des plus grandes entreprises publiques (Alexeï Miller, pour Gazprom ; Igor Setchine, pour Rosneft ; Sergueï Tchemezov, pour Rostec ; Nikolaï Tokarev, pour Transneft ; Guerman Gref, pour Sberbank). Ils forment la colonne vertébrale du régime de Vladimir Poutine.

Les *siloviki* au cœur du système

Notre « Top 100 combiné » comprend 14 % de *siloviki*, si l'on s'en tient aux postes occupés. Mais leur nombre passe à 27 si l'on définit ce « bloc » comme incluant ceux qui ont une formation de *silovik* ou qui ont fait une partie de leur carrière dans un organe de force sans occuper aujourd'hui un poste de *silovik*. Tel est le cas d'Alexandre Kharichev (collaborateur de Sergueï Kirienko au sein de l'administration présidentielle), de Sergueï Ivanov (représentant spécial du président pour les questions environnementales et de transport), de Sergueï Tchemezov (patron de la société Rostec, *holding* qui chapeaute le complexe militaro-industriel) ou de Iouri Borissov (vice-Premier ministre en charge de la défense et de l'espace). Les *siloviki* restent au cœur du système et beaucoup d'entre eux sont devenus, après 2000, des gestionnaires de l'économie. Cela s'explique probablement par le souhait de Vladimir Poutine que les entités les plus stratégiques, y compris les entreprises, soient confiées à des hommes des services de sécurité. Ceux-ci, généralement, semblent soit invités à prendre ces postes par le chef de l'État, soit y accèdent par la cooptation de leurs collègues (Sergueï Tchemezov, par exemple, a nommé nombre d'officiers issus des rangs du FSB ou d'autres structures de force dans les grandes entreprises de Rostec).

12. D. Gorenburg, « The Political Elite under Putin », George C. Marshall European Center for Security Studies (Marshall Center), avril 2020, disponible sur : www.marshallcenter.org.

Les ex-oligarques restent dans le jeu

Les groupes des oligarques et autres hommes d'affaires « hérités » de l'ère Eltsine sont, pour nombre d'entre eux, restés dans le système poutinien, continuant à y faire fructifier leurs affaires malgré la grande méfiance que le président Poutine nourrit à leur égard[13]. « C'est sans doute pour ne pas déstabiliser l'économie que Poutine n'a pas entrepris de les détruire, mais il leur a tout de même imposé un contrat : "Ne vous engagez pas en politique, rendez des services à l'État et à mon régime, et je vous laisse jouir de votre fortune" », explique un consultant politique qui a travaillé avec les hautes sphères du pouvoir russe depuis le début des années 1990.

Si le classement 2005 de *Nezavissimaïa Gazeta* comprenait 16 entrepreneurs privés[14], dont la plupart ne devaient pas leur fortune à Vladimir Poutine (des « oligarques », comme Roman Abramovitch ou Viktor Vekselberg, ou des entrepreneurs à l'image de Vaguit Alekperov, patron de Lukoïl), le « Top 100 » 2021 n'en contient plus que 13. Parmi ces derniers, nous comptons au moins 4 « amis » de jeunesse et partenaires de Saint-Pétersbourg (comme Guennadi Timtchenko, les frères Rotenberg ou Iouri Kovaltchouk, qui doivent l'intégralité de leur fortune à Vladimir Poutine), et deux dont la fortune a considérablement crû dans les années 2000 (la famille Mordachov et Vladimir Lissine, mais sans proximité « personnelle » avec le chef de l'État).

Ce contexte fait de ces ex-oligarques une classe fragile, très dépendante du pouvoir des *Piterski* et des *siloviki*. Parler d'oligarques à leur sujet, comme on l'entend souvent, ne semble plus pertinent, comme le soulignait récemment l'ancien magnat du pétrole Mikhaïl Khodorkovski sur CNN[15]. La période Eltsine, où les agents économiques privés étaient moins dépendants de l'État, devrait ainsi être comprise comme une parenthèse dans l'histoire russe.

13. Cf. par exemple son discours du 16 mars 2022 « Sur les mesures de soutien socio-économique aux régions », où il fustige les riches et les « oligarques » (en russe) : « Je ne juge pas du tout ceux qui ont une villa à Miami ou sur la Côte d'Azur, qui ne peuvent pas se passer de foie gras, d'huîtres ou de prétendues libertés de genre. Le problème n'est absolument pas là, mais, je le répète, dans le fait que beaucoup de ces personnes, de par leur nature même, sont mentalement situées précisément là-bas, et non ici, ni avec notre peuple, ni avec la Russie. » « Sovêsanie o merah social'no-èkonomičeskoj podderžki regionov » [Réunion sur les mesures de soutien socio-économique aux régions], Kremlin, 16 mars 2022, disponible sur : http://kremlin.ru.

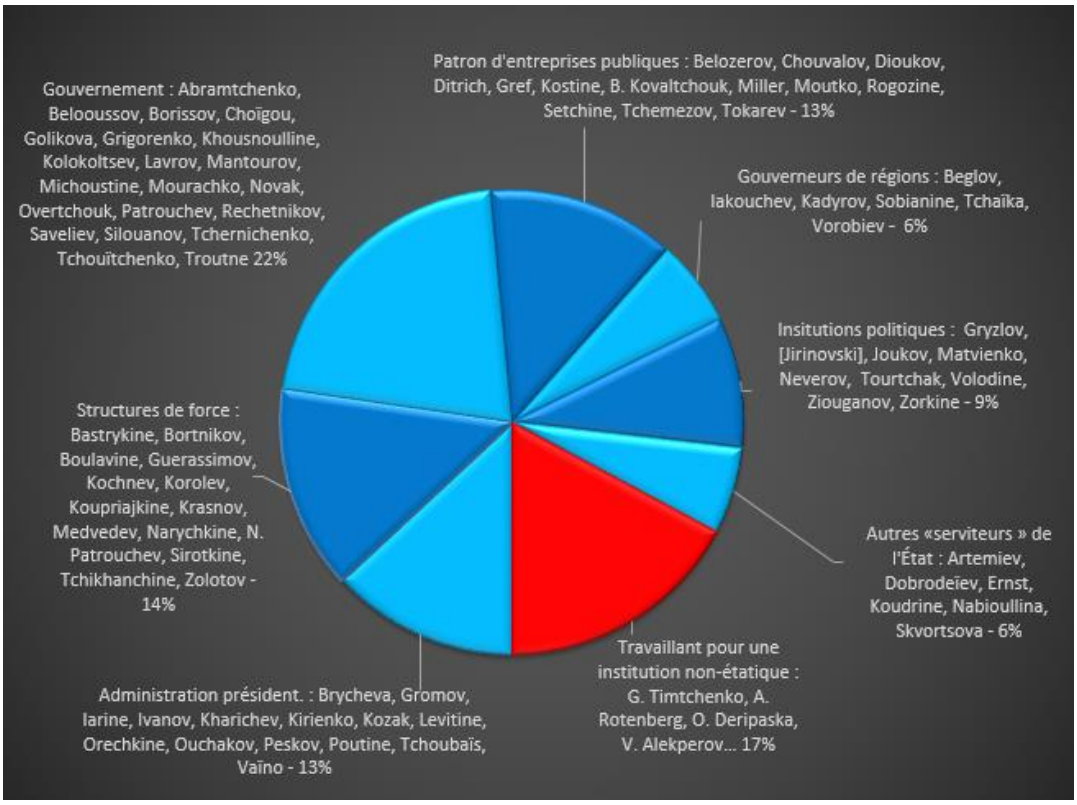
14. « 100 vedûsih politikov Rossii v 2005 godu » [Top 100 des politiciens russes en 2005], *Nezavissimaâ Gazeta*, 13 janvier 2006, disponible sur : www.ng.ru.

15. « Le pouvoir russe n'est pas une oligarchie, c'est une dictature ». Entretien avec Fareed Zakaria. « Ex-Russian Oligarch Says One Moment in War Drove Putin 'Insane' », YouTube, 3 avril 2022, disponible sur : www.youtube.com. Les experts ont souligné ce point, comme Vladimir Pastoukhov. « "Doktrina Setchina". Vzlët i padenie gosudarstvenno-oligarhičeskogo kapitalizma v Rossii » [« Doctrine Setchine ». Montée et chute du capitalisme oligarchique d'État en Russie], *Novaâ Gazeta*, 22 mars 2017, disponible sur : https://novayagazeta.ru.

Montée en puissance des *civiliki*

Le troisième groupe inclut ceux qui ont « rejoint ensuite les rangs du régime » (64 membres de notre « Top 100 combiné »), à savoir des technocrates, des fonctionnaires et des hommes politiques au service du régime de Vladimir Poutine. C'est le groupe de ceux que l'on appelle parfois les *civiliki*, par opposition aux *siloviki*. L'importance de ce groupe témoigne d'une gouvernance où l'État occupe une place centrale. La sociologue russe Ekaterina Schulman souligne que le modèle politique russe est « extrêmement bureaucratisé » et que la « classe décisionnaire russe est principalement bureaucratique[16] » (technocrates, hauts fonctionnaires, bureaucratie coercitive venant du FSB, du parquet général ou de la police, armée et complexe militaro-industriel, médias aux ordres du régime, etc.).

Autrement dit, le « bloc » le plus dense est celui des membres du gouvernement (22 % du « Top 100 »), avant ceux des *siloviki* (14 %) et des membres de l'administration présidentielle (13 %). En résumé, notons que 83 % de notre « Top 100 combiné » occupent une fonction dans une « institution étatique » :



Graphique réalisé par l'auteur sur la base du « Top 100 combiné ».

16. E. Schulman, « The Russian Political System in Transition – Scenarios for Power Transfer », Norwegian Institute of International Affairs, NUPI Working Paper n° 883, 2018, disponible sur : https://nupi.brage.unit.no.

On observe en outre l'entrée des technocrates dans ces classements ces dernières années. Les plus connus sont l'actuel Premier ministre Mikhaïl Michoustine (ex-directeur du Service fédéral des Impôts), Anton Vaïno (directeur de l'administration présidentielle), ou Alexandre Novak (vice-Premier ministre en charge de l'énergie). L'ascension de ce groupe remonte à une quinzaine d'années, lorsque DmitriMedvedev – alors président – a créé la « réserve des cadres » (*kadrovyj reserv*), afin, selon nos sources, de créer un mécanisme d'ascenseur social : les élites qui en profiteraient seraient ainsi redevables au président russe et, par conséquent, loyaux. L'importance des technocrates s'est encore accélérée depuis 2016 avec l'arrivée à la tête de la puissante Direction de la Politique intérieure de l'administration présidentielle de Sergueï Kirienko.

Ce dernier est lui-même le prototype du technocrate. Premier ministre en 1998 et patron de l'Agence pour l'énergie atomique Rosatom de 2005 à 2016, il promeut aujourd'hui les mécanismes de sélection des cadres du pays. De fait, il travaille à remplacer les profils politiques et les personnalités qui doivent leur position à leur proximité personnelle avec Vladimir Poutine par des individus choisis pour leurs compétences techniques. Mais les personnalités influentes du pays, notamment celles du secteur économique, tentent d'exercer leur *lobbying* à travers des technocrates qu'elles tentent de placer à des postes clés, comme Sergueï Tchemezov qui a un lien privilégié avec le vice-Premier ministre et ministre du Commerce et de l'Industrie Denis Mantourov, Iouri Kovaltchouk avec Sergueï Kirienko, tandis que les magnats du secteur pétrolier et gazier font nommer leurs hommes gouverneurs de région ou vice-ministres de l'Énergie ou de l'Environnement.

Un « Poutine collectif » ?

Pour comprendre la nature de l'élite dirigeante que Vladimir Poutine a forgée, il est nécessaire de mettre en lumière un paradoxe remarqué dans la littérature, et qui semble travailler le régime en place. D'un côté, ce dernier est souvent décrit comme une « autocratie personnelle[17] » et autoritaire, où les élites seraient entièrement soumises au maître du Kremlin. Au mieux, le président Poutine se contenterait de consulter quelques personnalités de l'élite dirigeante pour certaines décisions. Cette vision du pouvoir russe fait des élites qui entourent le chef de l'État des cercles plus managériaux que dirigeants à proprement parler.

De l'autre côté, beaucoup d'observateurs insistent sur la complexité des relations entre le chef de l'État et les cercles dirigeants. Le président serait davantage un représentant de l'élite, comme missionné par elle pour organiser le pouvoir et défendre ses intérêts, d'où l'idée d'un « Poutine collectif ». Les variantes de cette thèse sont nombreuses, allant d'une analyse des réseaux informels ou *sistema* « qui contraint également le leader[18] », à l'idée d'un Poutine placé au pouvoir par les *siloviki*, notamment le FSB dont il est issu[19]. Une autre version fait du « Poutine collectif » un groupe ambitieux et désireux de piller les richesses du pays. Certains voient ainsi dans la Russie poutinienne un « État commercial », « un système dans lequel les instruments formels du gouvernement sont complètement subordonnés aux tâches d'accroissement de la richesse de son chef, de ses proches, de ses amis [...] ainsi que de tous ceux dont la loyauté politique est nécessaire au grand patron pour maintenir son pouvoir et assurer sa sécurité[20] ». D'autres parlent de « kleptocratie » ou d'« État mafieux ». Ces thèses sont critiquées par ceux qui voient d'abord en Poutine un « homme de l'État » (*gosudarstvennik*)[21]. L'étude des

17. « Autocracies may be divided into three types: personalist autocracies, where power is vested in the leader and his/her nearest surroundings; party autocracies, systems where the ruling party keeps its position by training and rotating loyal elites within the structure of the party; and military autocracies, or juntas, where power is vested in the military and the police. Russia is usually classified as a personalist autocracy. » E. Schulman, « The Russian Political System in Transition – Scenarios for Power Transfer », *op. cit.*, p. 6.

18. A. Ledeneva, *Can Russia Modernize? – Sistema, Power Networks and Informal Governance*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

19. Telle est, par exemple, la thèse que Catherine Belton développe dans son livre *Putin's People: How the KGB Took Back Russia and Then Took on the West*, Glasgow, William Collins, avril 2020.

20. V. Inozemtsev, « Neèffektivnoe. Bezžalostnoe. Tvoë. Počemu vse my živëm v kommerčeskom gosudarstve Putina » [Inefficace. Impitoyable. Le tien. Pourquoi nous vivons tous dans l'État commercial de Poutine], *Snob*, 4 juillet 2019, disponible sur : https://snob.ru.

21. F. Hill et C. G. Gaddy, *Mr. Putin. Operative in the Kremlin*, Washington D.C., Brookings Institution Press, 2013.

renationalisations de 2004-2008 tend par exemple à démontrer que les entreprises choisies n'étaient pas les plus rentables, mais les plus stratégiques[22].

Le « Poutine autocrate » et le « Poutine collectif » ne sont pas exclusifs : il semble ainsi que le Kremlin s'emploie à mettre en scène l'autocratie de Vladimir Poutine, dont l'importance du pouvoir serait en fait plus réduite qu'en apparence. La véritable fonction du chef de l'État russe serait d'établir la paix entre les clans puissants. Selon Ekaterina Schulman, « le rôle du président [consiste à incarner] la légitimité vis-à-vis de l'extérieur, [...] la légitimité à l'intérieur [...] et à préserver les équilibres internes [de sorte qu'] aucun groupe ne puisse l'emporter dans un conflit impliquant tous les autres groupes et en ressortir numéro un[23] ». Cela s'accompagne d'une peur de voir les élites se fragmenter. Selon les consultants politiques avec qui nous nous sommes entretenus, l'expérience de la « tandemocracie » (2008-2012) aurait convaincu Vladimir Poutine et les cercles proches qu'une dyarchie mène forcément au chaos et aux querelles intestines.

Ceci expliquerait qu'en 2004, alors que Vladimir Poutine semblait ne pas vouloir faire un second mandat, son « cercle rapproché aurait dépensé un temps et des efforts considérables pour le persuader de ne pas partir », rapporte le journaliste Mikhaïl Zygar[24]. Deux des hommes les plus puissants de l'entourage du président auraient été à la manœuvre : Iouri Kovaltchouk, un des amis de Saint-Pétersbourg devenu milliardaire après l'arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin, et Nikolaï Patrouchev, autre *Piterski* et kagébiste de carrière, aujourd'hui chef du Conseil de sécurité. Pour eux, ajoute Zygar, « la source première de richesses repose dans leur proximité avec le président ».

Kovaltchouk comme Patrouchev sont aussi des vecteurs et des gardiens de l'idéologie propre à ce régime, fait d'autoritarisme, de conservatisme social, d'anti-occidentalisme, de patriotisme, d'impérialisme. Ces « valeurs » sont davantage celles des cercles proprement poutiniens que des milieux d'affaires et des ex-oligarques. Leur promotion depuis le retour à la présidence de Vladimir Poutine, en 2012, s'est accompagnée d'un rétrécissement du cercle décisionnaire après l'agression contre l'Ukraine en 2014.

Ce rétrécissement du cercle décisionnaire semble avoir atteint son paroxysme le 21 février 2022 : la séance filmée du Conseil de sécurité (*SovBez*) de ce jour-là, où le président Poutine a réuni les hommes clés de la

22. L. Chernykh, « Profit or Politics? Understanding Renationalizations in Russia », *Journal of Corporate Finance*, 2011, vol. 17, n° 5, p. 1237-1253.
23. E. Schulman, « The Russian Political System in Transition - Scenarios for Power Transfer », *op. cit.* p. 12.
24. M. Zygar, *Les Hommes du Kremlin*, Paris, Le Cherche Midi, 2018.

Russie pour décider de la reconnaissance ou non des républiques séparatistes du Donbass, a témoigné de la prééminence du président dans la prise de décision et de la nature autocratique du régime. « Jusque-là, le Conseil de sécurité était considéré comme la structure la plus importante et la plus influente de l'appareil d'État. [...] Il s'est avéré être un organe consultatif et collégial, où chaque participant a le droit de discuter et d'influencer les décisions clés pour le pays. [...] Cependant, lors de la dernière réunion, [...] le président a rapidement et durement réprimé le pluralisme [humiliant certains de ses plus proches collaborateurs, comme Sergueï Narychkine ou Dmitri Kozak] », analyse le journaliste Andreï Pertsev[25].

25. A. Percev, « Iz arbitrov v načal'niki. Kak zasedanie Sovbeza izmenilo ustrojstvo vlasti v Rossii » [Des arbitres aux patrons. Comment la réunion du Conseil de sécurité a changé la structure du pouvoir en Russie], Centre Carnegie, 23 février 2022, disponible sur : https://carnegiemoscow.org.

Un système inclusif

Notre « Top 100 combiné » montre combien les cercles dirigeants russes actuels sont divers. Il donne aussi l'impression que chacun de leurs membres a trouvé sa place dans le système créé par Vladimir Poutine. Les cas des oligarques déchus, comme Boris Berezovski ou Mikhaïl Khodorkovski, ne constituent que la face émergée de l'iceberg : si Vladimir Poutine a déclaré vouloir éliminer l'oligarchie en tant que « classe politique », il a surtout fondé une nouvelle relation entre le Kremlin et les cercles d'affaires. En effet, plus le Kremlin s'est opposé à l'oligarchie[26], plus cela cachait en réalité une volonté d'en faire les piliers du système poutinien.

Vladimir Poutine nourrit une conception profondément élitiste du pouvoir. Selon lui, un groupe – notamment les officiers du FSB qui aiment à s'appeler les « experts » – saurait mieux que le peuple les bons choix à faire. Ainsi, « le régime de Poutine [...] n'est en aucun cas populiste, mais plutôt même anti-populiste[27] ». Cette vision est de plus en plus partagée par les élites, à mesure qu'elles entrent dans « des dynamiques de légitimation et de reproduction sociales[28] ». Pour le justifier, diverses idéologies sont mobilisées (religieuse, darwinienne, libertarienne, etc.)[29].

Il y a le sentiment dans les cercles dirigeants russes qu'il est crucial pour ce régime autoritaire d'« éviter les conflits violents entre élites. [...] Les répressions dans les élites [nécessaires si on laisse la discorde s'instaurer], si elles sont massives, représentent une grave menace pour le régime[30] ». Une hantise de Vladimir Poutine et des élites qu'il a amenées au pouvoir est celle de laisser réémerger une oligarchie libre, à cause non seulement du chaos dans lequel elle aurait plongé le pays dans les années 1990, mais aussi de l'influence politique et capitalistique qu'aurait l'Occident à travers elle.

---

26. La grande majorité des Russes estime illégitimes les fortunes amassées dans les années 1990. « Levada Center and KIIS about Crisis in Ukraine », Centre Levada, 5 novembre 2014, disponible sur : www.levada.ru.

27. « Avtoritarnye rezhimy rušatsâ iz-za vnutrennih konfliktov, a ne iz-za protestnyh vystuplenij » Politolog Vladimir Gel'man » [Les régimes autoritaires s'effondrent à cause des conflits internes, pas à cause des protestations. Entretien avec Vladimir Guelman], *op. cit.*

28. V. Dragun, « Enquête statistique sur les élites économiques russes contemporaines et leurs stratégies de légitimation », ENS Paris-Saclay, Mémoire de Master 1 en sociologie quantitative, soutenu en juin 2019.

29. E. Schimpfössl, « Rich Russians: From Oligarchs to Bourgeoisie », Oxford, Oxford University Press, mai 2020.

30. « Avtoritarnye režimy rušatsâ iz-za vnutrennih konfliktov, a ne iz-za protestnyh vystuplenij » Politolog Vladimir Gel'man » [Les régimes autoritaires s'effondrent à cause des conflits internes, pas à cause des protestations. Entretien avec Vladimir Guelman], *op. cit.*

Le contrôle de l'élite par le Kremlin consiste à ce que chacun de ses membres travaille à maintenir et faire prospérer le système, par la contrainte si nécessaire : menace de répression (y compris physique), *kompromaty* (informations compromettantes que les structures de force et l'appareil judiciaire peuvent utiliser pour punir un membre de l'élite qui aurait failli à son devoir de loyauté), et corruption (à la base de la constitution des *kompromaty*). Toutefois, la politique élitiste de Vladimir Poutine implique que « pour chaque membre du système, les avantages d'y appartenir [doivent] dépasse[r] de loin les dommages que le monde extérieur peut infliger [et les avantages qu'il peut offrir][31] ».

Les termes du contrat proposé aux oligarques dans la foulée de l'affaire Khodorkovski furent le renoncement à la politique en échange de la création d'un climat d'affaires favorable aux personnes concernées : « flat tax » sur les revenus à 13 %, Code du travail taillé sur mesure pour le patronat, mobilité transnationale des capitaux, etc. Les libéraux, avec ses têtes de proue protégées par le président, telles qu'Alexeï Koudrine (aujourd'hui président de la Cour des comptes) ou Elvira Nabioullina (gouverneure de la Banque centrale), ont une place privilégiée au sein du système pour créer les bases d'une économie efficace et bénéfique au pays et à ses cercles d'affaires.

Le régime poutinien s'est construit avec et autour des cercles dirigeants, à condition qu'ils lui soient loyaux et l'aident à perdurer. « Les deux tiers des milliardaires russes sont entrés dans la liste [Forbes] après 2006 », souligne Daniel Treisman[32]. Lorsque des sanctions massives ont été imposées à la Russie par les États-Unis et l'Europe après la première invasion de l'Ukraine en 2014, notamment contre les patrons et entreprises du secteur des hydrocarbures, le gouvernement a multiplié les mesures pour les soutenir : avantages fiscaux, soutien à l'accès à d'autres modes de financement, accès facilités au marché national, etc.[33]

Ainsi, le régime conserve une certaine variété de profils dans ses cercles dirigeants tout en se construisant autour du président et de ses fidèles. On trouve aussi dans ces élites des « pièces rapportées » des cercles poutiniens : des anciens oligarques de l'époque Eltsine, qui jouissent souvent d'une place très enviable (comme Vladimir Potanine, deuxième fortune de Russie en 2021) ; des hommes d'affaires (dont Vladimir Lissine, l'homme officiellement le plus riche du pays en début d'année 2022, présent dans la métallurgie et la logistique) ; des capitaines d'industrie (le meilleur exemple est Leonid Mikhelson, patron du groupe gazier privé Novatek), qui ont bâti leurs entreprises plutôt « hors » du poutinisme ; et

31. E. Schulman, « The Russian Political System in Transition – Scenarios for Power Transfer », *op. cit.*, p. 13.
32. D. Treisman, « Russia's Billionaires », *American Economic Review*, vol. 106, n° 5, mai 2016, p. 236-241.
33. R. Genté, « Russie : les patrons de l'énergie face aux sanctions occidentales », Ifri, *Études de l'Ifri*, juillet 2020, disponible sur : www.ifri.org.

une grande quantité de fonctionnaires et technocrates, qui ont décidé de servir le système poutinien.

Cette diversité fait que chacun apporte une pierre particulière à l'édifice. La politiste Tatiana Stanovaïa souligne que « l'équipe du Président est loin d'être unifiée » et propose de les classer en cinq groupes, selon « leur fonction dans l'actuel système politique ». On y retrouve :

- « l'escorte du Président », qui gère son quotidien, avec par exemple Dmitri Kotchnev, le directeur du FSO (Service de protection fédérale), ou le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov ;
- les vieux amis et collaborateurs, groupe dont il serait faux de dire qu'il « dirige le pays » (comme les amis de judo – Guennadi Timtchenko et Arkadi Rotenberg – ou de la coopérative Ozero – Iouri Kovaltchouk) ;
- les technocrates et politiciens qui forment l'armature de la bureaucratie poutinienne (Viatcheslav Volodine, président de la Douma d'État, Alexeï Gromov, qui veille sur les médias et la propagande depuis l'administration présidentielle, etc.) ;
- les « exécutants », qui représentent le groupe le plus nombreux (avec des ministres comme Sergueï Lavrov aux Affaires étrangères, ou Vladimir Kolokoltsev à l'Intérieur) ;
- les « protecteurs » du système, idéologues conservateurs en pleine ascension (*siloviki*, pour beaucoup, comme Nikolaï Patrouchev).

Les « vieux amis et collaborateurs » de Vladimir Poutine devenus milliardaires ne représentaient en 2020 que 6 % des 386 milliards de dollars de biens détenus par les 100 personnes (fortunes privées) les plus riches de Russie, selon le classement Forbes. Leur poids dans le système vient d'abord de leur accès direct au président.

Leur puissance ou influence vient aussi du fait que Vladimir Poutine leur confie des missions très importantes pour le fonctionnement du régime, comme le contrôle d'une partie des médias, ce que fait Iouri Kovaltchouk avec NMG (Groupe national des médias), ou la surveillance de certaines entreprises stratégiques, ce que fait Guennadi Timtchenko avec Novatek. Au début des années 2000, l'entreprise de Leonid Mikhelson faisait l'objet de convoitises de la part de Gazprom. Devant la brutalité des attaques, Mikhelson a choisi d'inviter Timtchenko dans le capital de Novatek, tant pour se protéger des prédations que pour donner des gages de loyauté au Kremlin.

Chacun doit contribuer à l'édification et au renforcement de l'État russe, ainsi qu'au maintien du régime personnel de Vladimir Poutine, sans que l'on puisse distinguer l'un de l'autre. C'est ainsi que les postes de direction des plus grandes entreprises publiques ont tous été attribués à des proches du président. Le cas le plus emblématique est celui d'Igor Setchine, qui s'est vu confier la tâche de bâtir un géant pétrolier public, devenu un

bras armé sur la scène géopolitique internationale, et qui, de ce fait, peut employer tous les moyens qu'il souhaite, quitte à menacer l'intérêt général. Ainsi, la nationalisation forcée de la société Bachneft (contrôlée alors par la société AFK Sistema de Vladimir Evtouchenkov) s'est faite au grand dam des milieux d'affaires, qui furent irrités par le piège tendu par Setchine au ministre du Développement économique Alexeï Oulioukaïev (condamné à une peine de prison pour corruption), qui avait critiqué l'opération. Il y eut également l'émission de l'équivalent de près de 6 milliards d'euros d'obligations fin 2014 – probablement pour le paiement de ses dettes – qui a fait plonger le cours du rouble. Sans oublier le refus de réduire sa production dans le cadre des accords OPEP+, pourtant soutenus par Moscou. D'une façon générale, les 25 plus grandes entreprises publiques en Russie jouent un rôle politique important tant au niveau fédéral que régional, les salaires et la sécurité de l'emploi qu'elles offrent à près de 5 millions de Russes donnant une base solide pour encadrer un segment important de l'électorat[34].

Néanmoins, un rôle clé dans le maintien du régime est joué par les *siloviki*. Comme on peut le lire dans un rapport du Centre Dossier[35], « c'est par le biais du FSB que le contrôle fantôme de l'ensemble du système de pouvoir a lieu : en plus des fonctions directes, les officiers du renseignement sont impliqués dans la résolution des problèmes politiques et économiques dans l'intérêt de Vladimir Poutine, de son entourage ou de l'administration présidentielle[36] ». Ce sont les *siloviki* qui s'assurent que chacun reste loyal au régime.

34. P. Luzin, « Why Corporations Are the Kremlin's Best Friends », *Riddle*, 29 août 2019, disponible sur : www.ridl.io.
35. Projet de l'ancien oligarque Mikhaïl Khodorkovski, aujourd'hui en exil.
36. « Lubânskaâ Federaciâ. Kak FSB opredelâet politiku i ekonomiku Rossii » [Fédération de la Loubianka. Comment le FSB détermine la politique et l'économie de la Russie], *Centre Dossier*, 12 juin 2020, disponible sur : https://fsb.dossier.center/report/

Une logique entrepreneuriale

Si le régime de Vladimir Poutine est inclusif pour ses élites dirigeantes, il l'est uniquement pour ceux qui démontrent une totale loyauté. Sitôt qu'un membre du système affiche un refus de suivre le pouvoir sur les sujets essentiels, comme cela vient de se produire avec les critiques d'Oleg Tinkov sur la guerre en Ukraine, il est immédiatement éjecté et dépossédé de ses avoirs. Le lendemain de ses critiques formulées sur Instagram, « l'administration présidentielle a contacté les principaux cadres [de sa banque] et les a menacés de nationaliser la banque s'ils ne rompaient pas leurs liens avec lui[37] ». Quelques jours plus tard, il cédait ses 35 % de parts pour 3 % de leur valeur, selon Tinkov lui-même.

Pour ceux qui acceptent les règles du jeu, il s'agit de prouver leur loyauté en contribuant au maintien du système et à son renforcement. Cela se fait le plus souvent selon une logique entrepreneuriale, où le membre de l'élite est encouragé à prendre des initiatives et à émettre des idées utiles au système. Début 2020, le conseiller d'une figure majeure de la politique russe nous expliquait qu'il « ne suffisait pas d'être un ami de Poutine pour pouvoir faire des choses et obtenir des contrats étatiques ou autres. En fait, le plus souvent, le chef de l'État lance des idées, des projets. Et c'est à chacun de venir avec de bonnes initiatives pour qu'ils réussissent. Si leurs propositions ne tiennent pas la route, ils sont recalés. C'est de cette façon que l'intérêt national, tel qu'il est vu par Vladimir Poutine, est assuré. »

Bien sûr, la question de l'accès au chef de l'État est cruciale. Cela engendre diverses stratégies, comme le rapprochement avec les proches du président, l'usage des médias, la participation à certains événements publics qui sont une occasion d'avoir un « accès au corps » (accès direct au président). On peut penser que le fait de pouvoir parfois lui parler en tête-à-tête est susceptible de primer sur l'intérêt national.

Cette logique entrepreneuriale est le quotidien de la vie des cercles dirigeants russes, du moins des milieux d'affaires. Un des exemples les plus remarquables de ces dernières années est celui d'Igor Setchine, lorsqu'il a décidé au printemps 2020 d'investir entre 500 millions et un milliard de dollars dans des projets de recherche génétique. Le patron de Rosneft a surpris son monde en s'éloignant autant de son domaine de spécialité, mais il a fait, en définitive, d'une pierre trois coups.

---

37. A. Troianovski et I. Nechepurenko, « Russian Tycoon Criticized Putin's War. Retribution Was Swift », *The New York Times*, 1er mai 2022, disponible sur : www.nytimes.com.

D'abord, il a servi ainsi les intérêts du pays tels que définis par le président, qui considère la maîtrise des nouvelles technologies (IT, intelligence artificielle, etc.) comme le propre d'une grande puissance du XXIe siècle. Le projet dans lequel Igor Setchine engage Rosneft « est très important [...] puisque le président et beaucoup de membres de son cercle proche, y compris Mikhaïl Kovaltchouk, voient la génétique comme une question de sécurité nationale. Vladimir Poutine a régulièrement mentionné le risque de l'émergence d'armes génétiques », peut-on lire dans la newsletter *R. Politik*[38]. Deuxièmement, cela lui permet de rester au contact de personnages clés de l'entourage du président, comme les frères Kovaltchouk ou Andreï Foursenko, un vieil ami de Saint-Pétersbourg, assistant du chef de l'État. Enfin, il rend un service quasi personnel à Vladimir Poutine, puisque l'une de ses filles supposées (Maria Vorontsova) siège au conseil d'administration de la structure créée pour ce projet financé par Rosneft.

Dans le même esprit entrepreneurial et de soutien au système, Iouri et Mikhaïl Kovaltchouk ont investi dans la recherche scientifique, notamment le nucléaire (ils contrôlent le célèbre Institut de recherche nucléaire Kourtchatov) et la recherche génétique et bio-ingénieuriale, l'intelligence artificielle, tout en justifiant ces investissements par un discours idéologique martial anti-occidental et anti-libéral. Dans le secteur des nouvelles technologies, beaucoup d'initiatives sont prises par Sergueï Tchemezov et ses équipes, l'IT étant une des clés du maintien de la Russie parmi les leaders mondiaux du secteur militaro-industriel. La façon dont Guerman Gref développe la banque Sberbank ou dont Alicher Ousmanov investit dans les télécommunications et le secteur IT relève aussi des services rendus à l'État.

La même logique est à l'œuvre dans tous les autres domaines. Arkadi Rotenberg s'est ainsi proposé de construire le pont de Crimée, après l'annexion de la péninsule en 2014. La fortune des Rotenberg vient de la privatisation d'actifs contrôlés par l'État et de positions privilégiées « sur les commandes du gouvernement, [en échange de] l'accomplissement de missions aussi honorables et géopolitiquement risquées[39] ». Les ex-oligarques Vladimir Potanine et Oleg Deripaska ont participé à la construction des sites pour les Jeux olympiques d'hiver de Sotchi, en 2014. On remarque qu'il est difficile de distinguer ce qui relève de l'initiative du membre de l'élite et de l'injonction présidentielle.

38. *R. Politik*, Bulletin n° 12 (vol. 52), Analytical report, 26 mai 2020.
39. T. Stanovaâ, « Raskol sredi svoih. Kak užestočenie režima v Rossii stalkivaet gosoligarhov i silovikov » [Division entre soi. Comment le durcissement du régime en Russie oppose oligarques d'État et forces de sécurité], Centre Carnegie, 7 février 2022, disponible sur : https://carnegie.ru.

Certains services sont plus personnels, comme lorsque des hommes d'affaires prennent des participations dans des structures appartenant aux proches de Vladimir Poutine, ce qui est par exemple le cas d'Alexeï Mordachov lorsqu'il est entré au capital de la banque Rossia et du Groupe national des médias NMG, contrôlé par Iouri Kovaltchouk. Dans le même esprit, Iskander Makhmoudov et Andreï Bokarev auraient « aidé l'associé de Poutine, Guennadi Timtchenko, à transférer des avoirs et ainsi à contourner l'impact des sanctions[40] ».

Même ceux qui semblent vouloir s'écarter et investir à l'étranger, comme l'ex-oligarque Viktor Vekselberg – patron de Renova qui a fait fortune dans l'énergie, le minerai et les télécoms – sont obligés de continuer à rendre des services au système, sous peine de perdre leurs biens. Ne pouvant plus jouir du statut d'oligarque après l'arrivée au pouvoir de Poutine, Vekselberg a internationalisé ses affaires et s'est rapproché notamment des États-Unis, en y installant sa famille mais aussi en changeant la façon de gérer ses avoirs. Ainsi, il a souhaité tirer la Russie vers une gouvernance plus libérale, en tentant de développer le secteur des nouvelles technologies. Dans ce cadre, il a initié des échanges entre la Silicon Valley et Skolkovo, le centre d'innovation technologique de Moscou.

À l'international aussi, les services rendus au Kremlin par les « serviteurs du régime » sont les bienvenus. Que ce soit sous forme d'investissements stratégiques pour la Russie (comme l'usine d'aluminium de Podgorica au Monténégro acquise en 2005 par Oleg Deripaska, ou le projet de barrage hydroélectrique de Rogoun au Tadjikistan, au capital duquel l'oligarque semble un temps avoir été encouragé à entrer par le Kremlin), d'approche de personnalités internationales influentes (à l'instar de Donald Trump, qui semble avoir bénéficié des largesses d'« oligarques » russes, comme Dmitri Rybolovlev[41]), d'entreprises géopolitiques (avec Konstantin Malofeev, « *l'oligarque orthodoxe* », finançant des milices armées « séparatistes » au Donbass en 2014, ou la société militaire privée Wagner qui opère au Moyen-Orient et en Afrique et qui serait contrôlée par Evgueni Prigojine[42]), ou encore d'opérations d'influence extérieure[43].

40. I. Zaslavskiy, « Which Kremlingarchs Should Be Sanctioned by the Biden Administration », Rapport non publié distribué par e-mail, avril 2021.
41. A. Duparc et A. Kirilenko, « Sur la piste des camarades oligarques russes de Trump », *Médiapart*, 11 mars 2017, disponible sur : www.mediapart.fr.
42. Laquelle a pu prendre des initiatives et faire des propositions au Kremlin, par exemple en Libye en suggérant de soutenir le fils Kadhafi, Saïf al-Islam.
43. M. Laruelle et K. Limonier, « Beyond Hybrid Warfare: A Digital Exploration of Russia's Entrepreneurs of Influence », *Post-Soviet Affairs,* 17 juillet 2021, disponible sur : https://doi.org.

Vers des dissensions ?

Le président Poutine et les cercles qui l'entourent craignent plus que tout les divisions au sein de l'élite dirigeante. La dyarchie pendant la présidence Medvedev (2008-2012), malgré les garde-fous instaurés par Poutine (comme la nomination de personnes fidèles autour de Medvedev et à des postes clés), a conduit à l'apparition de dissensions au sein du système. Selon la sociologue Olga Krychtanovskaïa, « ces mouvements de protestation [contre le retour annoncé de Poutine au Kremlin] n'ont pu apparaître que parce qu'ils étaient soutenus par une partie de l'élite. [...] Ceux parmi l'élite qui n'avaient pas les postes les plus importants [...] avaient compris que si Medvedev demeurait président, leurs opportunités de carrière pourraient s'améliorer.[44] » C'est aussi cette crainte de divisions au sein des élites qui a conduit le président russe en 2018-2019 à déconseiller à son homologue kazakhstanais Noursoultan Nazarbaïev d'engager un processus de transition du pouvoir[45].

Derrière un apparent clivage en Russie entre les pôles libéral (plus ou moins rangé derrière Dmitri Medvedev, à l'époque) et conservateur, se trouvait la question de l'accès aux ressources et au pouvoir. Les conflits au sein des cercles dirigeants russes semblent souvent résulter d'affrontements économiques et financiers. Les querelles au centre desquelles s'est par exemple retrouvé ces dernières années Igor Setchine ne semblaient qu'affaires d'argent : que ce soit contre Guennadi Timtchenko (au sujet des tarifs pratiqués par sa société Transoil, pour le transport du pétrole par chemins de fer), contre Nikolaï Tokarev (au sujet des tarifs pour utiliser les oléoducs de Transneft), ou contre Vladimir Evtouchenkov (pour s'emparer de sa société Bachneft).

Revenu au pouvoir en 2012 après la présidence Medvedev, Vladimir Poutine a placé son troisième mandat présidentiel sous le signe du conservatisme. Ce retour à une approche impériale et révisionniste plus assumée est allé de pair avec une politique de plus en plus anti-occidentale. Cela a notamment abouti à l'annexion de la Crimée et à la guerre hybride dans l'est de l'Ukraine en 2014. Selon Denis Volkov, qui s'appuie sur des enquêtes du Centre Levada qu'il dirige, « toutes les élites n'étaient pas satisfaites de l'annexion, surtout celles qui pouvaient entrevoir les réactions

44. I. Viktorov, « The Legacy of Tandemocracy. Russia's Political Elite During Putin's Third Presidency: Interview with the Sociologist Olga Kryshtanovskaya », *Baltic Worlds*, 2014, disponible sur : www.diva-portal.org.

45. Selon plusieurs de nos sources, dont un consultant travaillant auprès de l'administration présidentielle russe.

de la communauté internationale. […] Cependant, ni les autorités ni les membres de l'élite des cercles proches n'ont émis la moindre critique contre l'annexion [de la Crimée][46] ».

Le tournant conservateur de 2012 et son exacerbation après la décision de faire la guerre à l'Ukraine au début de l'année 2014 conduisent à un fort rétrécissement du cercle qui prend les décisions clés. Si le pôle libéral reste dans le jeu, il perd du terrain[47]. De son côté, le chef de l'État demeure convaincu que la puissance de la Russie repose en grande partie sur l'efficacité de la gestion économique (synonyme pour lui d'un certain libéralisme). Les libéraux derrière Alexeï Koudrine ou Guerman Gref s'opposent quant à eux frontalement aux conservateurs qui sont étatistes dans le domaine économique (comme le vice-Premier ministre Andreï Belooussov), tout en donnant tous les gages de loyauté pour rester à l'intérieur d'un système qu'ils semblent fondamentalement soutenir[48].

Depuis le début de la guerre de 2022, les conservateurs/étatistes ont multiplié les critiques à l'égard des libéraux, dont certains, comme Mikhaïl Fridman ou Vladimir Lissine, avaient appelé à la paix ou alerté sur les conséquences économiques. Même la gouverneure de la Banque centrale, Elvira Nabioullina, a été visée : reproche lui a été fait d'avoir inséré le pays dans les réseaux financiers globaux, et donc, d'avoir affaibli la Russie en plaçant une partie de ses avoirs à l'étranger (plus de 300 milliards de dollars bloqués dans le cadre des sanctions occidentales). Malgré tout, Le chef de l'État a choisi de la reconduire dans ses fonctions mi-mars, estimant visiblement qu'elle était la plus compétente pour gérer les tensions sur le rouble.

Au fil des ans, une fracture de plus en plus grande s'installe entre ceux qui souhaitent plus de libéralisme et ceux qui voudraient plus d'État. Cependant, l'opposition libéraux/conservateurs ne semble pas pleinement pertinente. À titre d'hypothèse de travail, il serait probablement judicieux de regarder les intérêts des uns et des autres, en termes financiers ou de perspectives de carrière. Ceux qui évoluent dans le secteur économique, libéraux ou pas, ne pensent pas comme des *siloviki*, ne réagissent pas de la même façon aux événements et aux sanctions internationales. Par exemple,

46. D. Volkov, « Russian Elite Opinion after Crimea », *Centre Carnegie*, mars 2016, disponible sur : https://carnegieendowment.org.
47. Cela a par exemple conduit le FSB à exercer, à partir de 2019, de fortes pressions sur nombre d'universités considérées comme des bastions des idées libérales en Russie, comme l'a illustré l'assignation à résidence de Vladimir Maou le 30 juin 2022. Économiste réputé, le recteur de l'Académie russe de l'économie nationale et du service public auprès du Président de la Fédération de Russie (RANEPA) a souvent conseillé le Kremlin et le gouvernement.
48. D'où leur surnom de « Sis-libs » (libéraux du système).

un des piliers du système poutinien, Andreï Kostine, le patron de la banque VTB, était « en deuil » après l'annonce de la guerre en Ukraine[49].

Tatiana Stanovaïa insiste dans ses récentes analyses sur la confrontation entre « oligarques d'État, politiquement puissants et économiquement influents, et un groupe de responsables de la sécurité et de technocrates obsédés par la sécurité et le contrôle[50] ». Le consensus intra-élitaire se fissure, poursuit-elle, « un certain nombre de signes sérieux pointent vers le fait que des divergences entre différents groupes de personnalités proches du pouvoir en Russie non seulement sont apparues, mais s'intensifient, de plus, sur fond d'affaiblissement de la fonction d'arbitrage du président ». Selon les consultants avec qui nous nous sommes entretenus, le président Poutine s'intéresse de moins en moins aux dossiers de politique intérieure et aux relations entre élites, et consacre 80 % de son temps à la géopolitique et aux grandes questions stratégiques.

Au fil du temps, les puissances financières de la Russie s'aperçoivent que leur capital pourrait être menacé alors que l'après-Poutine se profile à l'horizon. C'est vrai des amis de jeunesse, devenus milliardaires, dont l'essentiel de la ressource tient à leur accès privilégié au président, ou des oligarques de l'ère Eltsine et des capitaines d'industrie qui se savent vulnérables face aux *siloviki* et fonctionnaires méfiants à l'égard du secteur privé.

Cela expliquerait « l'émergence d'une nouvelle tendance : des personnalités telles que Iouri Kovaltchouk ou Sergueï Tchemezov sont de plus en plus préoccupées par l'expansion des forces de sécurité. […] Cela ne signifie pas [qu'ils] soient soudainement devenus libéraux. Ils restent conservateurs et anti-occidentaux », explique Tatiana Stanovaïa[51]. Selon cette dernière, c'est la raison pour laquelle Iouri Kovaltchouk a financé discrètement le parti Novye lioudi (« Les Nouvelles gens »), dont le positionnement libéral et pro-business lui a permis d'entrer au Parlement en septembre 2021 avec 13 députés.

La radicalisation d'une partie de l'élite à l'occasion de la guerre déclenchée le 24 février 2022 semble en effet concerner surtout les fonctionnaires, qu'ils soient *siloviki* ou technocrates. C'est ce que note Andreï Pertsev au sujet du « parti de la guerre ». En analysant les exemples de Ramzan Kadyrov, président de la République de Tchétchénie, de Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité, de

49. Cf. l'article très informé de la journaliste Farida Roustamova, « Tŝatel'no vygovarivaût slovo p****c » [Prononcez soigneusement le mot f ****u], *Faridaily*, 28 février 2022, disponible sur : https://faridaily.substack.com.
50. T. Stanovaâ, « Raskol sredi svoih. Kak užestočenie režima v Rossii stalkivaet gosoligarhov i silovikov » [Division entre soi. Comment le durcissement du régime en Russie oppose oligarques d'État et forces de sécurité], *op. cit.*
51. *Ibid.*

Dmitri Rogozine, chef de Roskosmos[52], ou d'Andreï Tourtchak, secrétaire général du parti Russie unie, il montre que leur point commun est d'avoir « atteint le plafond de carrière où, à partir d'un moment, ils ne s'élèvent plus verticalement. [Par ailleurs], ils n'ont rien à perdre en termes de propriété, [...] même si, bien sûr, ce sont des gens très, très riches [quoique dans des proportions bien moindres que les milliardaires du régime].[53] »

52. Démis de ses fonctions le 15 juillet 2022.
53. A. Percev, « Što predstavlâet soboj rossijskaâ partiâ vojny » [Qu'est-ce que le parti de la guerre russe], *Riddle*, 25 avril 2022, disponible sur : https://ridl.io.

Conclusion

Le système de Vladimir Poutine semble extrêmement puissant, contrôlé et façonné de telle sorte qu'aucun groupe influent ne soit en mesure de le détruire. Et ceci, pourrions-nous dire un peu schématiquement, en vertu de la « carotte » (le système est inclusif et permet à chaque groupe puissant de s'épanouir en termes de pouvoir, politique ou économique) et du « bâton » (le rôle des *siloviki* est crucial pour prévenir des actes de la part de cercles de l'élite qui pourraient menacer l'existence même du système). Pour l'heure, malgré le train inédit de sanctions décrétées par l'Occident du fait de l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022, 99 membres du « Top 100 » des personnalités les plus influentes de l'élite russe sont restés fidèles au pouvoir.

Le système poutinien, qui est fondamentalement construit sur le soutien des élites dirigeantes, est inclusif, donnant à chacun un rôle pour lequel il est bien rétribué, pourvu qu'il affiche une parfaite loyauté envers le Kremlin. Ce dernier a encore les moyens de rendre plus avantageux le fait, pour les membres de l'élite dirigeante, de rester dans le système que d'en sortir. La question est de savoir si, à moyen et long termes, le système Poutine fera preuve de la même résilience, notamment lorsque son chef ne sera plus à la tête du pays.

À mesure que les ressources se raréfient, sous le double effet des sanctions occidentales et du rétrécissement de la demande mondiale de pétrole et de gaz, la compétition risque de s'exacerber au sein des élites dirigeantes. Ce facteur est crucial, même s'il ne faut sans doute pas tout analyser à travers le prisme de leurs intérêts matériels et financiers. Dans ce contexte de raréfaction des ressources, le nombre des membres des élites ayant intérêt à sortir du système pourrait s'accroître. Mais ces membres ne feraient dissidence qu'après avoir défendu leurs chances dans le pays, ou autrement dit qu'après avoir épuisé les moyens dont ils disposent pour se maintenir dans le système. Très peu ont les capacités de faire véritablement fructifier leur fortune hors de Russie. Pour les fonctionnaires et l'*establishment* politique, cela est même inenvisageable. Le problème apparaît d'autant plus aigu que la question de la succession de Vladimir Poutine à la tête de l'État russe se pose. La nature autocratique et autoritaire du régime la rend quasi impossible à résoudre de son vivant, tant l'actuel maître du Kremlin est devenu la clé de voûte du système politique russe.

Annexe : top 100 combiné des personnalités les plus influentes de Russie

Ce « Top 100 » combine le « Top 100 » des « principaux politiciens russes » du journal *Nezavissimaïa Gazeta*[54] et « l'indice de pouvoir » de *l'Index-Davydov*[55], lesquels se recoupent très largement.

1	Poutine Vladimir	Président de la Fédération de Russie
2	Michoustine Mikhaïl	Premier ministre
3	Vaïno Anton	Chef de l'administration présidentielle
4	Patrouchev Nikolaï	Président du Conseil de sécurité
5	Choïgou Sergueï	Ministre de la Défense
6	Medvedev Dmitri	Vice-président du Conseil de sécurité, président de « Russie unie »
7	Setchine Igor	Président de Rosneft
8	Kovaltchouk Iouri	Homme d'affaires, président de la Banque Rossia, du Groupe national des médias (NMG)
9	Bortnikov Alexandre	Directeur du FSB

54. Le classement final des 100 principaux politiciens de Russie est basé sur les résultats d'enquêtes d'experts menées mensuellement par le biais de questionnaires fermés tout au long de l'année. Environ 25 experts y participent : politologues, consultants, spécialistes des médias, représentants de partis politiques. Chaque mois, les experts doivent répondre à la question suivante : « Sur une échelle de 1 à 10, comment évaluez-vous l'influence des politiciens russes suivants dans l'administration du président de la Fédération de Russie, le gouvernement, l'Assemblée fédérale ? » Chaque expert peut ajouter des personnalités (pas plus de cinq) qui, à son avis, devraient être incluses dans le classement. Si un candidat non représenté dans le questionnaire est nommé par au moins deux experts, son nom est soumis à l'évaluation de tous le mois suivant. Dans le tableau récapitulatif annuel, les scores moyens de toutes les personnalités qui ont été dans le « Top 100 » pendant au moins six mois sont pris en compte.

55. L'Index-Davydov n'a pas de méthodologie officielle. Ses auteurs s'appuient aussi sur des évaluations d'experts, en l'occurrence d'abord ceux de la Fondation politique de Saint-Pétersbourg et de l'Index-Davydov. L'idée originelle est d'établir une sorte de « coût de transfert » informel d'une personnalité sur une base mensuelle, similaire au marché des transferts en football. Les experts prêtent attention de mois en mois à l'influence des personnalités politiques russes (au sens large : responsables politiques, fonctionnaires, hommes d'affaires, etc.) sur la prise de décision et l'allocation des ressources financières dans le pays. Ce classement est considéré par ses auteurs comme un produit médiatique dénué de prétention scientifique.

10	Kirienko Sergueï	Chef adjoint de l'administration présidentielle
11	Sobianine Sergueï	Maire de Moscou
12	Rotenberg Arkadi	Hommes d'affaires, président du directoire de la banque SMP et président d'entreprises du secteur des infrastructures
13	Lavrov Sergueï	Ministre des Affaires étrangères
14	Silouanov Anton	Ministre des Finances
15	Nabioullina Elvira	Gouverneure de la Banque centrale
16	Volodine Viatcheslav	Président de la Douma d'État (chambre basse du Parlement fédéral)
17	Tchemezov Sergueï	Président de Rostec
18	Belooussov Andreï	Premier vice-Premier ministre en charge des questions économiques
19	Timtchenko Guennadi	Hommes d'affaires, Groupe Volga, etc.
20	Novak Alexandre	Vice-Premier ministre en charge des questions énergétiques
21	Bastrykine Alexandre	Président du Comité d'enquête
22	Koudrine Alexeï	Président de la Cour des comptes
23	Peskov Dmitri	Chef adjoint de l'administration présidentielle, porte-parole du Kremlin
24	Mantourov Denis	Ministre de l'Industrie et du Commerce
25	Tourtchak Andreï	Secrétaire du Conseil général de « Russie unie »
26	Gref Guerman	Président de la Sberbank
27	Golikova Tatiana	Vice-Premier ministre en charge de la santé et des questions sociales
28	Gromov Alexeï	Premier chef adjoint de l'administration présidentielle
29	Miller Alexeï	Président de Gazprom
30	Narychkine Sergueï	Directeur du Service des renseignements étrangers (SVR)
31	Kolokoltsev Vladimir	Ministre de l'Intérieur
32	Goundiaïev Vladimir (Kirill)	Patriarche de l'Église orthodoxe de Russie
33	Matvienko Valentina	Présidente du Conseil de la Fédération (chambre haute du Parlement fédéral)
34	Kostine Andreï	Président de la banque d'État VTB

35	Zolotov Viktor	Directeur du Service fédéral de la Garde nationale
36	Krasnov Igor	Procureur général
37	Borissov Iouri	Vice-Premier ministre, en charge des questions industrielles
38	Kozak Dmitri	Chef adjoint de l'administration présidentielle
39	Ousmanov Alicher	Homme d'affaires, principal actionnaire de la *holding* USM (métallurgie, télécoms, etc.)
40	Rechetnikov Maxime	Ministre du Développement économique
41	Guerassimov Valéri	Chef d'état-major général
42	Mikhelson Leonid	Homme d'affaires, président de Novatek
43	Levitine Igor	Adjoint du Président
44	Chouvalov Igor	Président de la banque d'État Vneshekonombank
45	Troutnev Iouri	Représentant plénipotentiaire du président dans le District fédéral d'Extrême-Orient
46	Khousnoulline Marat	Vice-Premier ministre en charge des questions économiques et du développement
47	Ziouganov Guennadi	Président du Comité central du Parti communiste
48	Patrouchev Dmitri	Ministre de l'Agriculture
49	Potanine Vladimir	Homme d'affaires, président du groupe Nornickel
50	Fridman Mikhaïl	Homme d'affaires, président du groupe Alfa
51	Ernst Konstantin	Directeur général de la chaîne de télévision Pervy Kanal
52	Prigojine Evgueni	Homme d'affaires, qui serait notamment le fondateur de la société militaire privée Wagner
53	Iarine Andreï	Administration présidentielle, Chef du bureau pour la politique intérieure
54	Deripaska Oleg	Homme d'affaires, fondateur et actionnaire de Rusal (aluminium), Basic Element, EN+
55	Grigorenko Dmitri	Vice-Premier ministre, directeur du Secrétariat du gouvernement fédéral
56	Orechkine Maxime	Conseiller du président pour les questions économiques
57	Dobrodeïev Oleg	Directeur général de VGTRK, groupe de médias d'État
58	Dioukov Alexandre	Président du directoire de Gazprom Neft
59	Alekperov Vaguit	Homme d'affaires, président de Lukoil (jusqu'en avril 2022)

60	Abramovitch Roman	Homme d'affaires, actionnaire de Nornickel et Evraz, entre autres
61	Brycheva Larissa	Administration présidentielle, affaires juridiques
62	Artemiev Igor	Assistant du Premier ministre
63	Ivanov Sergueï	Représentant spécial du Président pour les questions environnementales
64	Korolev Sergueï	Premier directeur-adjoint du FSB
65	Tchouïtchenko Konstantin	Ministre de la Justice
66	Tchernychenko Dmitri	Vice-Premier ministre en charge de la culture, du tourisme et du sport
67	Kharichev Alexandre	Administration présidentielle, activités du Conseil d'État et questions politiques intérieures
68	Iakouchev Vladimir	Représentant plénipotentiaire du président dans le District fédéral de l'Oural
69	Ditrich Evgueni	Directeur de la *holding* publique GTLK (*leasing* transport)
70	Lissine Vladimir	Homme d'affaires, président de l'Usine métallurgique de Novolipetsk (NLMK)
71	Kadyrov Ramzan	Président de la République de Tchétchénie
72	Mordachov Alexeï	Homme d'affaires, Severstal
73	Neverov Sergueï	Vice-président de la Douma d'État, chef faction de Russie unie
74	Kotchnev Dmitri	Chef du Service fédéral de sécurité
75	Belozerov Oleg	Président du conseil d'administration de la Compagnie nationale des chemins de fer (RZD)
76	Jirinovski Vladimir (décédé en avril 2022)	Président du Parti libéral-démocrate de Russie (LDPR, parti d'extrême-droite)
77	Tchaïka Iouri	Représentant plénipotentiaire du président dans le District fédéral du Caucase du Nord
78	Navalny Alexeï	Opposant emprisonné, créateur du Fonds de lutte anti-corruption
79	Tchoubaïs Anatoli	Représentant spécial du président pour les relations avec les organisations internationales
80	Gryzlov Boris	Président du Conseil suprême de Russie unie
81	Rogozine Dmitri	Directeur général de Roskosmos

82	Kobylkine Dmitri	Secrétaire adjoint du Conseil général de Russie unie
83	Mourachko Mikhaïl	Ministre de la Santé
84	Volochine Alexandre	Homme d'affaires et coordonnateur du Conseil d'experts auprès du gouvernement fédéral
85	Tchikhanchine Youri	Chef du Service fédéral de suivi des finances
86	Kovaltchouk Boris	Président du conseil d'administration d'Inter RAO
87	Beglov Alexandre	Maire de Saint-Pétersbourg
88	Moutko Vitali	Directeur général de l'entreprise publique Dom.rf
89	Abramtchenko Viktoria	Vice-Premier ministre en charge de l'écologie et de l'environnement
90	Sirotkine Igor	Directeur adjoint du FSB, directeur de cabinet du Comité national anti-terroriste
91	Overtchouk Alexeï	Vice-Premier ministre en charge des questions économiques
92	Joukov Alexandre	Membre du Bureau du Conseil suprême de Russie unie
93	Koupriajkine Alexandre	Secrétaire d'État, directeur adjoint du FSB
94	Tokarev Nikolaï	Président de la *holding* publique Transneft
95	Saveliev Vitali	Ministre des Transports
96	Skvortsova Veronika	Directrice de l'Agence fédérale de médecine et de biologie
97	Boulavine Vladimir	Chef du Service fédéral des douanes
98	Zorkine Valéri	Président de la Cour constitutionnelle
99	Ouchakov Iouri	Conseiller diplomatique du président
100	Vorobiev Andreï	Gouverneur de la région de Moscou

Les dernières publications des *Russie.NEI.Reports*

- C. Therme, « Le partenariat russo-iranien. Une entente conjoncturelle aux accents sécuritaires », *Russie.NEI.Reports*, n° 37, Ifri, août 2020.
- B. Lo, « Rewinding the Clock? US-Russia Relations in the Biden Era », *Russie.NEI.Reports*, n° 36, Ifri, février 2022.
- P. Baev, « Russia and Turkey: Strategic Partners and Rivals », *Russie.NEI.Reports*, n° 35, Ifri, mai 2021.
- J. Nocetti, « The Outsider: Russia in the Race for Artificial Intelligence », *Russie.NEI.Reports*, n° 34, Ifri, décembre 2020.
- L. Litra, A. Getmanchuk, « One Year of Zelensky's Presidency: One Step Forward, One Step Back », *Russie.NEI.Reports*, n° 33, Ifri, octobre 2020.
- A. Paratnikau, « Un régime dans la tourmente : le système de sécurité intérieure et extérieure du Bélarus », *Russie.NEI.Reports*, n° 32, Ifri, août 2020.
- T. Kastouéva-Jean (dir.), « Mémoire de la Seconde Guerre mondiale dans la Russie actuelle », *Russie.NEI.Reports*, n° 31, Ifri, juin 2020.
- [O. Konkka], « Quand la guerre s'invite à l'école : la militarisation de l'enseignement en Russie », *Russie.NEI.Reports*, n° 30, Ifri, mai 2020.
- B. Lo, « The Return: Russia and the Security Landscape of Northeast Asia", *Russie.NEI.Reports*, n° 29, Ifri, mars 2020.
- T. Mitrova et V. Yermakov, « Russia's Energy Strategy-2035: Struggling to Remain Relevant », *Russie.NEI.Reports*, n° 28, Ifri, décembre 2019.
- B. Lo, « Greater Eurasia: The Emperor's New Clothes or an Idea whose Time Has Come? », *Russie.NEI.Reports*, n° 27, Ifri, juillet 2019.
- D. Gorenburg et P. Schwartz, « Russia's Relations with Southeast Asia », *Russie.NEI.Reports*, n° 26, Ifri, mars 2019.

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : souin@ifri.org.

27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org